

Marc-Etienne Burdet
1400 Yverdon-les-Bains (Suisse)

Yverdon-les-Bains, le 2 juin 2017

Motivation objective et avec discernement de la requête de récusation en bloc de l'ensemble des membres des Autorités judiciaires cantonales (tous les niveaux) et fédérales.

Préambule

« En politique et dans le système judiciaire, y compris les avocats et notaires, TOUS les intervenants à quelques rares exceptions, sont obligatoirement membres de Clubs de services et par extension, de la Franc-Maçonnerie »...

Un Pays dans lequel les membres des pouvoirs judiciaire et politique, les hauts fonctionnaires de la police et des services des administrations sont unis par des liens secrets, au sein d'une organisation elle aussi secrète, et dont le mode de fonctionnement est basé sur une « constitution » illégale, contraire à la Constitution Fédérale, est un « Etat de non Droit » !

Les politiciens, « juges » et **avocats** (en grande majorité) sont contraints, d'adhérer à la **Franc-Maçonnerie ou à ses Clubs de services**, s'ils veulent pouvoir exercer leur activité dans notre Pays. Ils ont dès lors pour mission de couvrir les escroqueries et crimes organisés en bande par les membres de la Secte en fonction du Serment secret qu'ils ont prêté sur leur vie.

Tous ont prêté ce serment en faveur de leur propre « constitution », qui s'oppose et contrevient aux Droits fondamentaux garantis par notre Constitution Fédérale. Au surplus, les magistrats agissent sous le couvert du SECRET et du MENSonge et trompent astucieusement les justiciables par la pratique des doubles dossiers, comme cela est prouvé dans le lien suivant sur le Site Internet de : www.worldcorruption.info/index_htm_files/gu_2016-07-29_cottier_double_dossier-f.pdf.

Les versions allemande et anglaise sont accessibles sur la page de Gerhard ULRICH sous la date du 29 juillet 2016 : www.worldcorruption.info/ulrich.htm

Par de nombreux témoignages d'avocats, d'anciens juges, de Francs-Maçons repentis (dont certains nous financent mais veulent garder l'anonymat par peur de représailles), nous avons établi aujourd'hui, qu'une multitude de sections de Clubs de services ont été fondées à partir de 1995, dans lesquelles ont été recrutés des juges, des politiciens, de hauts fonctionnaires, des capitaines de l'économie en général. Selon les repentis, accéder aux postes précités resterait impossible sans prêter « serment » à la « constitution » Franc-Maçonne... A noter que la période citée ci-dessus (1995) correspond à l'escroquerie des centaines de milliards des royalties sur les brevets de Joseph FERRAYÉ www.worldcorruption.info/bernleaks.htm Les dossiers en particulier de **Jakob GUTKNECHT** et **Michel BURDET** et **Birgit SAVIOZ** démontrent l'évidence du crime organisé à tous les échelons de l'Etat, corps de Police compris. Au niveau fédéral, le dossier **FedPol** www.worldcorruption.info/fedpol.htm est significatif de la corruption des autorités de la sécurité fédérale.

Plus grave, www.worldcorruption.info/corruption_ch.htm démontre la complicité du Gouvernement suisse, **des Conseillers fédéraux** et de l'ensemble des membres des Chambres fédérales dans le document révisionniste de « **l'Expérience Blocher** », pour couvrir une corruption nationale.

On doit ajouter aussi la corruption de l'ensemble des Partis politiques et plus particulièrement, **PDC**, **PLR**, **UDC**, **PS**, etc. www.worldcorruption.info/franc-maconnerie.htm auxquels les juges et hauts fonctionnaires sont soumis, puisqu'ils sont **nommés sous une bannière politique**. Il en est de même du reste, de tout haut fonctionnaire...

Les implications de magistrats dans ces clubs et dans les Partis, génèrent des **conflits d'intérêts** qui ont des répercussions gigantesques contre l'intérêt et les Droits des Citoyens et celui des Justiciables. Ces derniers se retrouvent ainsi empêtrés dans des procédures viciées d'avance par le SECRET maçonnique, les mensonges, les tricheries, les faux procès-verbaux et les fausses vérités procédurales auxquels se prêtaient et se prêtent encore aujourd'hui sans retenue, l'ensemble des membres de ces organisations criminelles et des Partis qui contrôlent nos Institutions sous couvert de leur SECRET. Toutes les décisions et autres jugements dont nous sommes les Victimes, sont rendus selon ces critères crapuleux et doivent être annulés ! Nous formons d'ores et déjà nos réserves civiles à ce sujet.



Les Droits démocratiques sont violés



www.worldcorruption.info/elections.htm

Il est maintenant évident que depuis cette période qui a débuté au début des années 1990, les fonctionnaires, magistrats et politiciens qui sont au service de l'Etat, n'ont plus respecté les critères de **l'Etat de Droit**, critères qui devraient garantir l'objectivité nécessaire à l'application de leurs tâches de fonctions. **Les Parlements et les Gouvernements et Tribunaux doivent ainsi être dissous** pour rétablir l'Etat de Droit.

Dès lors, il est clair que toutes les décisions qu'ils ont pu prendre à l'encontre des Droits des Citoyens doivent être annulées. Il est impératif et URGENT, de leur interdire d'exercer leur activité et de les poursuivre pour **crime organisé en bande et atteinte à la stabilité et à la sécurité du Pays**. Nous sommes les Victimes et les dénonciateurs de leurs CRIMES et nous savons de quoi nous parlons.

Le mercredi 21 septembre 2016, une Victime a eu un entretien avec un avocat recommandé du fait qu'il n'aurait pas été un membre d'un Club maçonnique. D'entrée de cause, un flyer dénonçant les Clubs de services lui a été présenté, document qu'il a immédiatement pris la peine de lire.

En cours de lecture déjà, l'avocat en question a signifié qu'il était inutile de poursuivre l'entretien, puisqu'il se trouvait en **conflit d'intérêt**. Qu'il était lui-même membre d'un Club maçonnique et que compte tenu des dénonciations faites dans ce contexte, qu'il ne pouvait pas garantir l'objectivité que tout justiciable est en droit d'attendre d'un défenseur. Il a même été incapable de recommander un Confrère qui ne serait pas membre d'un Club de services, puisque selon lui, **tous en font partie**.



Il faut se souvenir des déclarations de **Dominique DE BUMAN** du 24 mai 2006 « **La société est complètement pourrie. Cela ne fonctionne que par les petits copains. Il y a des problèmes partout. La société fribourgeoise n'est pas exempte d'histoires de corruption ou de copinage** ». [...] « **J'ai eu vent de certaines choses qui ont été couvertes, c'est vrai, je le sais** ». Je sais que les Autorités

sont complètement corrompues, mais ça ne s'arrête pas là. Si je dénonçais tout ce que je sais, la SUISSE entière tremblerait...

Dans un Etat de Droit, Ministère Public de la Confédération www.worldcorruption.info/lauber.htm et Tribunal Pénal Fédéral www.worldcorruption.info/panama_papers.htm#etat_corrompu (Stephan BLÄTTLER) se seraient rués sur ces informations pour connaître les éléments qui avaient conduit le Conseiller National à déclarer publiquement des accusations aussi graves et l'intéressé aurait immédiatement été placé au secret pour éviter toute collusion.

Mais dans le cas DE BUMAN, rien ! Nada ! Bien au contraire, des pressions utiles ont été faites pour que le Conseiller National **PDC** Dominique DE BUMAN **se rétracte et s'excuse**. **Christophe DARBELLAY** www.worldcorruption.info/index_htm_files/politiciens.pdf était alors Président du **PDC** Suisse... En voici les raisons :

1. Les révélations de Dominique DE BUMAN étaient vraies !
2. Dominique DE BUMAN a connaissance des centaines de milliards blanchis en Suisse dans le cadre de l'escroquerie des royalties sur les brevets FERRAYÉ
3. Dominique DE BUMAN qui n'était peut-être pas (ou pas assez) corrompu, a voulu une part de la corruption qui circule et a fait passer un message
4. Les noms « DE BUMAN Jean-Luc et DE BUMAN Nicolas (Ernst & Young et HSBC entre-autres) » dans notre base de données de l'escroquerie et du blanchiment des royalties, donnent un début de réponse... (voir aussi dossier Money Plane sur BernLeaks).
5. Au moment de la dénonciation, Dominique DE BUMAN qui parlait avec Daniel CONUS devant les journalistes, avait confirmé qu'il savait que cette affaire était criminelle et politique, comme c'est le cas pour toutes les autres...

Christophe DARBELLAY – Président **PDC** Suisse



Un des exemples parmi les plus évidents de la corruption passive et du comportement criminel des fonctionnaires et des politiciens est celui de Christophe DARBELLAY, **Président du PDC Suisse** de 2006 à 2016. Si hormis ses trahisons conjugales Christophe DARBELLAY pourrait paraître respectable, il n'en est rien non plus sur le plan politique et professionnel...

Voyons pourquoi... Christophe DARBELLAY est marié à **Florence CARRON, avocate et Greffière du Tribunal Fédéral... (C'est pratique...)** On peut imaginer que rien n'est anormal dans le fait que l'épouse de DARBELLAY ait préféré garder son nom de jeune fille, pourtant cette situation n'est pas anodine. **Florence CARRON** est en effet la fille de Me Edmond CARRON, avocat retraité en Valais. Christophe DARBELLAY a tout intérêt à ce que son nom ne soit pas mis en lien direct avec celui de CARRON pour le grand public.

Qui est Edmond CARRON ? Outre le fait qu'il est membre du **Club de services Fifty-One International** (ramassis de Francs-Maçons pour certains en lien direct avec l'escroquerie des royalties et le milieu genevois), Edmond CARRON a surtout été enregistré au Registre du Commerce de **SBG/UBS**

CH-020.3.923.521-9 en date du 21.10.1997, soit au moment de la fusion dans la nouvelle UBS AG. Tout comme **Johann SCHNEIDER-AMMANN** et une soixantaine d'autres, ils ont été inscrits au RC de l'ancienne SBG/UBS juste avant la fusion, et sont restés actifs jusqu'en 2006 lors de la radiation de la société, soit 8 ans après la fusion... Rappelons qu'officiellement la fusion était intervenue en 1998 et qu'SBG/UBS ne devait plus avoir d'activité.



De plus, Edmond CARRON a été inscrit dans la nouvelle UBS AG CH-270.3.004.646-4 en date du 22 juin 1998, soit au moment de la fusion...

Christophe DARBELLAY, ex Président suisse du PDC www.worldcorruption.info/index_htm_files/politiciens.pdf est toujours resté à l'écart des dénonciations précitées et on comprend maintenant mieux pourquoi. Il ne fait ainsi plus aucun doute qu'il trempe dans la corruption dénoncée par **Dominique DE BUMAN**. Et aujourd'hui, il **se présente au Conseil d'Etat valaisan !** Son comportement au niveau privé et professionnel, démontre une absence totale de morale et d'éthique. Mais dans le cadre des révélations de Dominique DE BUMAN, il s'agit de crimes d'escroqueries en bande organisée poursuivis d'office, pour lesquels DARBELLAY est dès lors le complice.

Raymond LORETAN Secrétaire général du **PDC** de 1993 à 1998



Ex Président de la SSR, il a été capitaine à l'Etat-major général de l'Armée. Il est entré à la Commission d'étude pour les questions stratégiques en 1996, à la demande d'Adolf OGI...
www.worldcorruption.info/giroud-vins.htm

Associé à **Antoine HUBERT** qui se dit financé par **Michel Henri REYBIER**, un ressortissant français domicilié à Coligny/GE, Raymond LORETAN est le lien qui contrôle l'escroquerie et la corruption pour que les Institutions de l'Etat couvrent les crimes commis.

Il est évident que les dénonciations d'ores et déjà transmises au Ministère Public de la Confédération et au Tribunal Pénal Fédéral dans le cadre de l'affaire Giroud Vins dans laquelle il est directement concerné, n'ont pas passé inaperçues.

Dès lors, ses accointances au sein de l'Etat et plus particulièrement avec la « Grande muette » dont le Département a été dirigé par Ueli MAURER (UDC) et maintenant Guy PARMELIN (UDC), tous deux au service de Christoph BLOCHER (UDC – **L'Expérience BLOCHER**), ne laissent plus planer aucun doute. Rappelons que le documentaire révisionniste précité démontre l'escroquerie des royalties avec la complicité d'UBS SA dont le Tribun était administrateur au moment des faits... www.worldcorruption.info/corruption_ch.htm.

Yannick BUTTET www.worldcorruption.info/index_htm_files/buttet.pdf



Vice-Président du PDC suisse, Conseiller National et Président de la Commune de Collombey-Muraz, il était un fervent défenseur des dérives judiciaires. Il avait reconnu que l'affaire CONUS www.daniel-conus.info était une affaire criminelle et que les magistrats concernés devaient être poursuivis pour leurs actes.

Ensuite, durant l'été qui a suivi son élection, il a été **invité par la Loterie Romande** avec son épouse, à passer un **week-end au Montreux Palace**...

Il a aussi été invité par le Département fédéral de l'Armée à survoler le sol helvétique dans un avion supersonique aux frais du Contribuable...

Par la suite et après ces premiers « cadeaux » de bienvenue dans la Secte, Yannick BUTTET s'est vu appelé à devenir membre du **ROTARY Club**.

Et comme si ça ne suffisait pas, les « cadeaux » ont continué... Alors que la famille de Yannick BUTTET avait opté pour une **croisière COSTA** sur la Méditerranée, connaissant son but de vacances, et la croisière ayant été réservée en classe touristique (premiers prix pour classe moyenne) son beau-frère y a vu une occasion de vacances en famille et a proposé de les accompagner. Cette proposition a été tout de suite rejetée par le Conseiller National **PDC** BUTTET et on le comprend mieux ensuite.

Arrivés à bord du navire COSTA, la famille BUTTET, qui rappelons-le avait réservé sa croisière en « classe touristique » bon marché, s'est immédiatement vue offrir une première classe supérieure dans le dernier étage réservé tout spécialement aux premières classes et membres de « Clubs » de services... accordant tous les privilèges à bord et lors d'escales... On comprend maintenant mieux pourquoi Yannick BUTTET avait refusé la compagnie de son beau-frère qui n'aurait pas pu bénéficier des mêmes passe-droits « gratuits » réservés à des membres de la Secte Franc-Maçonne... **Il savait donc à la réservation**, qu'il allait bénéficier d'avantages particuliers sectaires et a voulu préserver ses avantages ! Dès le moment où Yannick BUTTET a été admis au **ROTARY Club** et que la Secte lui a démontré par des cadeaux bien « sonnants et trébuchants » qu'il devait lui être soumis, le Conseiller National a tenté à chaque fois que Daniel CONUS pouvait le voir, de l'éviter et **ne s'est plus du tout intéressé aux procédures qu'il qualifiait précédemment de dérives judiciaires extrêmement graves**...

Etat Voyou dont les membres (Magistrats et politiciens) sont corrompus. On y trouve même des Maîtres Chanteurs...

Trois Maîtres chanteurs **PLR** VD à la tête du Pouvoir



De gauche à droite :

Jacqueline DE QUATTRO, Conseillère d'Etat VD

Philippe LEUBA, Conseiller d'Etat VD

Jacques ANTENEN, Chef de la Police cantonale VD

Jacques ANTENEN était 1er juge d'instruction cantonal lorsque les plaintes à l'encontre des escroqueries et des

faux dans les titres commis par le Préposé Gilbert LAURENT ont été déposées dans le cadre de l'escroquerie du patrimoine BURDET www.worldcorruption.info/burdet.htm

ANTENEN était alors assisté par le juge d'instruction cantonal **Nicolas CRUCHET**.

En ne poursuivant pas les criminels au service de l'Etat, tant les membres du Ministère Public de la Confédération que les membres du Tribunal Fédéral, du Tribunal Pénal Fédéral et les membres des Gouvernements, se rendent eux aussi **collégalement complices des crimes d'escroqueries en bande organisée**. Ils ne peuvent dès lors plus prétendre vouloir juger nos causes. Il en est de même du Tribunal Pénal Fédéral qui a refusé la plainte du 24.10.2014 dans le cadre de l'escroquerie des royalties FERRAYÉ où nous avons ensuite constaté la complicité de membres du TPF. Après **Bernard BERTOSSA** initiateur de la levée des séquestres sur les royalties, c'est le Juge fédéral **Stephan BLAETTLER** (ex Ernst & Young au moment de l'escroquerie) qui a rejeté les plaintes de crime organisé en bande et blanchiment d'argent... **(sic !)**. www.worldcorruption.info/panama_papers.htm#etat_corrompu

Les principes sont les mêmes au niveau des magistrats à tous les échelons de la hiérarchie jusqu'au Tribunal Fédéral, comme en témoignent les dossiers de **BernLeaks** suivants, sur worldcorruption.info :

- **Corruption Suisse – L'expérience BLOCHER** (documentaire **révisionniste**)
- **Johann SCHNEIDER-AMMANN** – Conseil d'Adm. SGB/UBS lors de l'escroquerie des royalties
- **Micheline CALMY-REY** – Conseillère d'Etat GE lors versement droits de timbre sur les brevets
- **Michael LAUBER** – Procureur général Confédération au service de **FedPol** lors escroquerie
- **Roland Max SCHNEIDER, Juge fédéral** à qui la Zürich Assurances fait des cadeaux indus
- **Jean-Luc VEZ**, Directeur FedPol Police fédérale corrompue, aujourd'hui **World Economic forum**
- **Marc BRANSON** – CEO de la FINMA – Au service Credit Suisse et UBS lors escroquerie
- **Christophe DARBELLAY** – Président suisse PDC lors du blanchiment des royalties
- **Dominique DE BUMAN** – ex vice-Président PDC suisse. déclare « **Tout es pourri chez nous** »
- **Yannick BUTTET** – vice-Président PDC suisse / Devenu complice du crime organisé
- **Peter HESS** – ex Président du Conseil National PDC – Giroud-Vins blanchiment des royalties
- **Raymond LORETAN** – Secrétaire gén. Suisse PDC 1993-1997 lors escroquerie royalties
- **Marc BONNANT** – Avocat PLR ami d'Edmond SAFRA (escroquerie et blanchiment royalties)
- **Jakob GUTKNECHT Victime** après l'incendie criminel de sa ferme par une main extérieure
- **Michel BURDET** – **VD Escroquerie – Chantage par 2 Conseillers d'Etat VD et le Commandant de la Police cantonale sur un Inspecteur assermenté pour qu'il taise leurs crimes. Juges complices.**
- **Aide sociale VD** – L'Etat de Vaud escroque les bénéficiaires de l'aide sociale et les étudiants
- **MONEY PLANE**, Edmond SAFRA durant deux ans sa banque la Republic National Bank (Genève et New York) et la Réserve Fédérale US fournissent **quotidiennement** la Mafia Russe en **centaines de millions** de dollars pour blanchir les royalties FERRAYE escroquées à Genève avec la complicité de l'Etat de Vaud (Assassinat SANCHEZ – refus d'enquête)
- Escroquerie du patrimoine CONUS www.daniel-conus.info
- **UBS SA** et **Michel TINGUELY** avocat, escroquent le patrimoine de Birgit SAVIOZ
- **Skander VOGT** – Un autre dossier après **BURDET**, dans lequel **Philippe LEUBA est impliqué**
- **Vaudoise Assurances** – La loi du plus fort... Les Francs-Maçons contre un petit artisan
- **Et enfin, les lanceurs d'alerte contre ces crimes, sont emprisonnés pour les faire taire... les Sites sont censurés illégalement !**

L'esprit de corps des juges a pour but de permettre, couvrir et garantir le succès de toute démarche des membres du crime organisé en bande contre des Citoyens qui tenteraient de faire respecter leurs Droits constitutionnels :



Dans les dossiers cités ci-dessus, le dossier **UBS et Michel TINGUELY** est particulièrement sinistre (www.worldcorruption.info/savioz.htm)... Il démontre factuellement une autre escroquerie de plusieurs centaines de milliers de francs opérée par **UBS SA** grâce à la complicité de l'Avocat bullois Michel TINGUELY. Cet avocat a commis des faux dans les titres, **imité la signature d'un Président de Tribunal**, commis une multitude de faux témoignages qui ont tous été transformés en fausses « vérités » procédurales. Les lanceurs d'alertes BURDET, CONUS et ULRICH ont tous trois été condamnés à des années de prison (respectivement 2 ans, 4 ans et 5 ans) pour calomnie, malgré des faits établis.



Le dossier du « **Juge fédéral SCHNEIDER** accessible sur www.worldcorruption.info/schneider.htm fait état de la **conduite mafieuse d'un juge de la plus haute Cour du Pays**, dans une escroquerie à l'assurance cautionnée par tous les pouvoirs de l'Etat et dénoncée à de multiples reprises :

www.worldcorruption.info/index_htm_files/gu_2016-08-20_sommaruga_schneider.pdf

Il en est de même du **juge du Tribunal Pénal fédéral Stéphan BLAETTLER** :

www.worldcorruption.info/panama_papers.htm#etat_corrompu qui a rejeté la plainte dans le cadre de l'affaire GIROUD www.worldcorruption.info/giroud-vins.htm, liée au blanchiment des royalties.



L'ex Ministre de la Justice **Christoph BLOCHER** – complice ou commanditaire **avec le Parlement suisse**, du **documentaire révisionniste** « L'Expérience BLOCHER » dont les extraits sont accessibles sur

www.worldcorruption.info/corruption_ch.htm – est lui aussi lié à l'escroquerie et au blanchiment des royalties. Le documentaire précité a été monté pour couvrir la complicité des politiciens dans l'escroquerie des royalties (part d'**UBS SA**), alors que BLOCHER lui-même et **Johann SCHNEIDER-AMMANN** – Président de la Confédération (2016) – étaient tous deux au Conseil d'administrations d'**UBS SA**. L'Omerta sur ces situations est significative de la corruption au niveau national.



Une corruption établie après les révélations des Panama-Papers, selon lesquelles **Christoph ZOLLINGER** www.worldcorruption.info/corruption_ch.htm#zollinger partenaire de **MOSSACK-FONSECA** www.worldcorruption.info/panama_papers.htm, a des liens directs avec les deux Conseillers fédéraux cités plus haut. Mais la corruption ne se situe plus seulement au niveau du Conseil Fédéral, mais à l'ensemble de l'Etat. **La preuve en est donnée par le fait qu'aucune instance judiciaire, ni aucun service de l'Etat, n'agit pour ouvrir des enquêtes sur des crimes qui sont pourtant poursuivis d'office...**

Compte tenu des préjudices financiers directs que nous subissons suite à cette corruption étatique, nous formulons bien entendu nos réserves civiles pour l'ensemble des conséquences financières qui nous touchent, tant à l'encontre de l'Etat, des Institutions, qu'à l'encontre des personnes physiques qui contribuent à ces préjudices.



Comme on l'a vu plus haut, si le dossier **FedPol** démontre la présence du Crime organisé en bande à tous les niveaux de l'Etat www.worldcorruption.info/fedpol.htm et qu'il évolue grâce à la complicité des Pouvoirs judiciaires, le danger provient aussi de la plus haute Cour judiciaire du Pays qui devrait pourtant être **garante de l'Etat de Droit...**

Contrairement à son Devoir, le Tribunal Fédéral bafoue les valeurs même de l'Etat de Droit en acceptant que ses propres juges restent impunis quand la preuve est donnée qu'ils ont commis des actes criminels. S'il en est ainsi, ceci signifie que les pratiques dénoncées pour le « juge » SCHNEIDER sont usuelles et ont cours pour l'ensemble des « juges » fédéraux. Dès lors ils pratiquent l'Omerta selon les règles secrètes de la Franc-Maçonnerie.

On voit donc qu'il n'y a plus aucun rempart contre le Crime organisé en bande pratiqué par une organisation secrète, dont les membres ont prêté « serment » à une « constitution » contraire à la Constitution fédérale et qui se doivent mutuellement assistance... ! Le Tribunal Fédéral a même rendu des Jurisprudences pour légaliser l'existence de ces pratiques **SECRÈTES** anticonstitutionnelles. **L'Etat de Droit est dès lors inexistant en Suisse et une Dictature a été astucieusement mise en place !**

Les Instances judiciaires et politiques suisses ont depuis les années 1990, la vocation de protéger la Mafia du Crime organisé en bande sur le territoire suisse et de garantir l'impunité des criminels auxquels beaucoup de politiciens et de magistrats sont associés.

C'est pour cette raison que tous les membres des Tribunaux et Ministère Public de Suisse, et plus particulièrement du Canton de Vaud et de la Confédération, doivent être objectivement et avec discernement, récusés en bloc, jusqu'au jour où les revendications déposées selon les 7 requêtes adressées au Conseil Fédéral le 23 mai 2015 auront été mises en application :

www.worldcorruption.info/index_htm_files/fm_55_23-05-2015.pdf

Fait à Yverdon-les-Bains, le 2 juin 2017

Marc-Etienne Burdet

Censure / Liens directs pour la contourner

Explications sur www.censure.info

- **Corruption Suisse** – www.worldcorruption.info/corruption_ch.htm
- **Johann SCHNEIDER-AMMANN** – www.worldcorruption.info/panama_papers.htm#schneider_ammann
- **Micheline CALMY-REY** – www.worldcorruption.info/panama_papers.htm#calmy_rey
- **Michael LAUBER** – www.worldcorruption.info/lauber.htm
- **FedPol** – www.worldcorruption.info/fedpol.htm
- **Roland Max SCHNEIDER** – www.worldcorruption.info/schneider.htm
- **Jean-luc VEZ** – www.worldcorruption.info/fedpol.htm
- **Marc BRANSON** – www.worldcorruption.info/panama_papers.htm#etat_corrompu
- **Christophe DARBELLAY** – www.worldcorruption.info/index_htm_files/darbelloway.pdf
- **Dominique DE BUMAN** – www.worldcorruption.info/index_htm_files/debuman.pdf
- **Yannick BUTTET** – www.worldcorruption.info/index_htm_files/buttet.pdf
- **Peter HESS** – www.worldcorruption.info/giroud-vins.htm
- **Raymond LORETAN** – www.worldcorruption.info/giroud-vins.htm
- **Marc BONNANT** – www.worldcorruption.info/bonnant.htm
- **Jakob GUTKNECHT** – www.worldcorruption.info/gutknecht.htm
- **Michel BURDET** – www.worldcorruption.info/burdet.htm
- **Aide sociale VD** – www.worldcorruption.info/aide_sociale.htm
- **MONEY PLANE** – www.worldcorruption.info/moneyplane.htm
- **Daniel CONUS Victime des juges vaudois** – www.daniel-conus.info
- **UBS SA** et **Michel TINGUELY** www.worldcorruption.info/savioz.htm